

**L'**USUFRUIT DE LA TERRE est un besoin qui continue à engendrer des violences et des conflits. Face à la complexité accrue de la gestion du foncier, des questions fondamentales s'imposent : comment et pour qui garantir le droit à l'accès à la terre ?

Pour 80 % des habitants d'Afrique, il s'agit d'un enjeu primordial. Des intérêts multiples mêlent les traditions, les lois et les réformes. Les régimes fonciers ont des répercussions sur les vies quotidiennes. En outre, des migrants, des acteurs non agricoles peuvent souhaiter se procurer de la terre pour en faire un usage agricole ou non : avoir une source de revenus sans cultiver eux-mêmes, construire un logement, disposer d'un espace de chasse, spéculer sur une augmentation du prix du foncier, implanter des infrastructures collectives, garder une implantation dans son milieu d'origine, etc.

À partir d'analyses des problèmes fonciers dans des pays ouest-africains comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et d'Afrique centrale comme le Cameroun, ainsi qu'à travers un exemple mexicain, ce dossier montre l'importance pour les acteurs, en particulier pour l'État, d'intervenir dans le domaine sensible du foncier agricole, pour sécuriser les droits. Les exemples du dossier permettent d'amorcer le débat sur les politiques foncières à mettre en œuvre et sur les difficultés rencontrées. Et, face aux évolutions démographiques et économiques, et devant l'enjeu de l'amélioration des structures de production, les questions réapparaissent : pourquoi, pour qui et comment agir ?

**Pourquoi et pour qui agir ?**

**12**

**Comment agir ? En Afrique de l'Ouest et ailleurs...**

**20**

**Le dossier :**

**Le foncier, un enjeu crucial  
aux multiples dimensions**